

LA POLITIQUE MIGRATOIRE TUE ENCORE ...

Le sinistre décompte des victimes de la guerre aux migrants décrétée et mise en place de manière intensive par les gouvernements français à partir des années 2000, ne cesse de s'alourdir.

Le 28 janvier 2012, un nouveau drame est survenu au large de Mayotte, cette île de l'archipel des Comores dans l'Océan Indien, où la France s'acharne sur ceux qu'elle considère être des « étrangers »... Une catastrophe maritime qui a encore fait 5 victimes et des dizaines de disparus qui viennent s'ajouter à cette sombre liste de naufragés, morts sur les murs et barbelés de politiques criminelles. Dix jours plus tôt, le 16 janvier, un autre naufrage avait fait 3 morts au Nord de l'île, et 10 disparus...

Un point commun : toujours ce silence assourdissant et inacceptable en France et en Europe sur ces drames...

Pour certains, il s'agit de simples accidents. Les embarcations ne sont pas solides, surchargées, la mer est agitée... les autorités françaises s'empressent de rejeter la responsabilité sur les Comores. Pourtant, difficile de nier que ce sang versé l'a été sur des frontières érigées par une politique française répressive prête à tout les sacrifices pour charmer l'extrême droite, à tel point qu'elle en a épousé les idéaux et les actes...

Jusqu'en 1995, aucun document n'était exigé pour circuler entre les quatre îles de l'archipel... Avec l'instauration du visa Balladur et la fermeture consécutive des frontières par le tandem Balladur-Pasqua, c'est plus de 10 000 personnes qui ont trouvé la mort sur ce mur maritime...

Une ligne militarisée sépare Mayotte d'Anjouan, île sœur distante de seulement 70km, et transforme ce petit bras de mer en un des plus vastes cimetières marins au monde! Un acharnement qui se traduit au quotidien à Mayotte par la persécution systématique des étrangers, et un contrôle permanent des trois quarts de la population. Le 25 janvier dernier c'était deux fonctionnaires de police qui étaient mis à pied et avaient écopé de six mois de prison avec sursis pour avoir tabassé une jeune femme comorienne au Centre de Rétention Administratif de Mayotte...

Des méthodes inhumaines et barbares qui ont permis de reconduire en 2010 plus de 26400 personnes dont 6000 mineurs soit plus de 10% de la population de l'île!

Nous, les IndignéEs de Mayotte, nous nous érigeons contre ces politiques barbares et criminelles et leurs personnels dévoués dont l'action vise à discriminer, traquer et persécuter des populations entières sous prétexte de leurs origines.

Coupables d'être néEs sans le « bon passeport », chaque jour des hommes, femmes et enfants dont le seul tort est de vouloir jouir de leurs droits fondamentaux, se voient traquéEs, chasséEs, persécutéEs, comme aux heures les plus sombres de notre histoire.

Nous nous joignons enfin à la tristesse des familles qui ont perdus leurs proches et à toutes les victimes de cette guerre qui dure depuis 17ans...

Assez de morts aux frontières, Libre circulation et Libre Installation pour toutes et tous !

Les IndignéEs de Mayotte
indignes976@gmail.com